

4 conférences populaires pour comprendre le politique
Au lieu-dit Les Blaches, commune de Vernoux-en-Vivarais
Par Jacques La Besse, enseignant

III - Les régimes classiques : mardi 28 février 2023 à 19h30

IV - Les institutions françaises dans l'histoire : mardi 14 mars.

III - Les régimes classiques

Plan

Dans cet exposé, nous allons tenter de définir les régimes classiques.

Pour cela, nous aborderons ses aspects philosophiques que sont 1 - l'hétéronomie et 2 - la vision de l'Homme déchu.

Le cœur du sujet sera : 3 - l'autorité, 4 - l'analogie organique et pour finir: 5 - la société d'ordre.

Introduction

Les régimes classiques sont les régimes qui organisèrent les sociétés depuis le début des cités antiques, c'est-à-dire à partir du III^e millénaire av JC, et qui à travers des variations infinies, se sont prolongés jusqu'aux temps modernes. Ces institutions sont parfois désignées sous le terme d'Ancien Régime dans un sens large.

Alors que les propositions politiques classiques ne visent pas à l'universalisme, à la différence des régimes modernes, les régimes classiques toutefois opèrent sur des principes qui présentent beaucoup de ressemblances à travers l'espace et le temps. Nous allons tenter de percevoir l'origine de cet universalisme classique.

1 - hétéronomie

Le principe philosophique de base des régimes classiques est l'hétéronomie. L'hétéronomie (*hétéro* = différent ; *nomos* = la loi) est la conception selon laquelle l'humain fait partie d'un tout naturel. Cette totalité cosmique est réglée par des lois naturelles et mécaniques qui préexistent à l'humain et sont supérieures à la volonté humaine. L'humain n'a pas créé cette nature, cette partie du cosmos, pas plus qu'il ne s'est créé lui-même. Et en toute logique, cette création a un Créateur supérieur.

Lorsque philosophiquement, les humains en société reconnaissent qu'il existe une loi naturelle à l'origine de leur existence dont dépend toute chose et que leurs lois civiles doivent être réglées sur cette loi naturelle, la cité est dite de droit naturel classique. (Voir le texte de Cicéron, conférence 1):

Cicéron (juriste romain du I^{er} siècle av JC) (*De republica*, Livre III, 17) nous explique dans une langue magistrale : *Il est une loi véritable, la droite raison, conforme à la nature, universelle, immuable, éternelle dont les ordres invitent au devoir, dont les prohibitions éloignent du mal. Soit qu'elle commande, soit qu'elle défende, ses paroles ne sont ni vaines auprès des bons, ni puissantes sur les méchants. Cette loi ne saurait être contredite par une autre, ni réduite en quelque partie, ni abrogée toute entière. Ni le Sénat, ni le peuple ne peuvent nous délier de l'obéissance à cette loi. Elle n'a pas besoin d'un nouvel interprète, ou d'un organe nouveau. Elle ne sera pas autre dans Rome, autre dans Athènes ; elle ne sera pas autre demain qu'aujourd'hui : mais dans toutes les nations et dans tous les temps, cette loi règnera toujours, une, éternelle, impérissable ; et le guide commun, le roi de toutes les créatures, Dieu même donne la naissance, la sanction et la publicité à cette loi, que*

l'homme ne peut méconnaître, sans se fuir lui-même, sans renier sa nature, et par cela seul, sans subir les plus dures expiations, eût-il évité d'ailleurs, tout ce qu'on appelle supplice.

Les régimes classiques reposent en quelque sorte, politiquement sur une vision écologique, car la nature est la norme des lois humaines et l'action humaine doit s'inscrire dans le contexte naturel sans exprimer d'opposition.

Lorsque la société conçoit que la Création a un Créateur, la cité est dite de droit divin. Les tenants des régimes modernes ont raconté tellement de contre-vérités sur la notion de droit divin, qu'il est important dans apporter la définition :

Marcel Gauchet, sociologue d'abord marxiste, puis libéral, né en 1946, (*Le religieux après la religion*, 2004) nous dit : *La religion est, au sens le plus fort du terme, un fait d'institution, un parti pris humain et social de l'hétéronomie.*

Louis de Bonald, (*Réflexions sur la Révolution de juillet 1830*) : *Nous ne voyons le droit divin que dans la conformité des lois sociales aux lois naturelles dont Dieu est l'auteur... Les gouvernements sont de droit divin lorsqu'ils sont conformes aux lois naturelles de l'ordre social dont le suprême législateur est l'auteur et le conservateur.... Et les imposteurs qui disent, et les sots qui répètent que nous (les monarchistes) croyons telle ou telle famille, tel ou tel homme visiblement désigné par la providence pour régner sur un peuple, nous prètent gratuitement une absurdité pour avoir le facile mérite de la combattre...* Le procédé n'est pas nouveau.

On le comprend maintenant, le droit divin n'a rien à voir avec les prédictions astrologiques au sujet d'un futur chef d'État, ou pire, sur la "divinité" du monarque, comme j'ai pu le lire dans des manuels scolaires, mais relève du droit constitutionnel ; quoi qu'en disent ces manuels scolaires français et les mauvais journalistes qui glosent au sujet du droit divin et autre sottise tel le droit de cuissage, forgé de toute pièce par Beaumarchais, pour pouvoir s'en moquer.

C'est ce droit divin que l'on retrouve dans la devise du Royaume-Uni :

Dieu est mon droit. (NB: la formule d'origine en vieux normand était *Dieu et mon droit*, mais le sens en est rétabli dès le XVI^e siècle.)

Nous avons vu que l'une des premières fonctions des monarques était symbolique et rituelle. C'est précisément cette notion juridique de droit divin que la fonction symbolique du monarque est censée remplir, car les rois ont peut-être comme modèle organisationnel le père d'une famille large, mais ils ont surtout comme modèle politique celui de Dieu. Les rois siègent sur leur trône entourés d'une cour, à l'image du Dieu des dieux représenté traditionnellement siégeant et entouré d'une cour céleste. Le roi est, au pire, doté d'un charisme divin, d'une sacralité, au mieux, il est, comme en France, le *Lieutenant de Dieu*, en Chine : *Le Fils du Ciel* qui reçoit un mandat du ciel. Le pharaon est l'incarnation de Mâat, fille de Rê (Dieu du soleil). Le Mikado japonais et l'Inca sont *Fils du soleil*. Le roi est un *axis mundi* (axe du monde) trans-temporel par sa généalogie, qui réalise le lien entre la terre et les cieux. D'où l'importance des rites de type cosmique, religieux, sacrificiel ou thaumaturgique qui entourent les rois. Les pharaons, les empereurs de Chine, du Japon, de Rome président les rites, ce dernier ayant gardé le titre de Grand Pontife. Les rois de Lombardie portaient une couronne de fer météoritiques. Le roi de France reçoit un sacrement particulier, guérit les écrouelles et assiste à la messe quotidienne ; il a le rang d'évêque et est chanoine des basiliques de Latran et parfois de la basilique du Puy-en-Velay.

Dans la Chine, le Japon, chez les Mésopotamiens et en Égypte, à Rome, l'établissement des calendriers (du temps cosmique) relevait de la fonction royale, pour la prospérité de l'agriculture et le rythme des fêtes sacrées.

Platon (dans République, IX, 592c), nous confirmait : "Il y a peut-être un modèle dans le ciel pour qui veut le contempler et régler sur lui son gouvernement."

C'est cette fonction cosmique qu'assume le roi dans tous les types de sociétés (nomade, sédentaire, rurale, citadine, marchande, guerrière), et qui ne préjuge pas du type de régime politique. David est roi d'un peuple de bergers. Le chef Inca est roi dans un régime social. Le Doge de Venise épouse rituellement la mer dans une société oligarchique marchande. L'Ataman cosaque est démocratiquement élu par un peuple guerrier et peut être mis à mort dans une bataille.

(Pour plus de détails sur la symbolique cosmique des rois, voir le livre de Jean-Paul Roux, *Le roi, mythes et symboles*, Fayard, 1995.)

Une vérité qui rassemble

C'est la reconnaissance d'une vérité philosophique : "Nous sommes tous issus de la même nature dont le créateur est Dieu", qui unifie et assemble les membres de la cité classique. Ainsi, la justification des lois d'une telle société est extérieure à sa propre volonté. C'est précisément cette origine externe (la nature) et supérieure (le divin) qui rend ces lois légitimes. Cette conception politique s'appelle l'hétéronomie.

Jen-Luc Chabot (*Le Nationalisme*, Col. Que sais-je?, p.14) : *Les sociétés dites hétéronomes fonctionnent sur la base d'un système de valeurs découlant d'un principe qui leur est à la fois extérieur et supérieur ... Ces sociétés constituées de manière hétéronome, de très loin les plus nombreuses dans le temps et dans l'espace, sont des sociétés fondées sur le fait religieux : elles sont marquées par la transcendance de la divinité au regard de la vie humaine et de son organisation sociale.*

Une origine dynastique hétéronome

On retrouve aussi exprimée la notion d'hétéronomie, c'est-à-dire de légitimité politique extérieure au régime, dans l'origine étrangère de la plupart des dynasties. En France gauloise, les deux premières dynasties sont franques (c'est-à-dire germaniques); en Russie la dynastie des Riourikide est suédoise; en Angleterre, elle fut normande puis hollandaise; en Hollande elle est française (de la ville d'Orange); au Portugal elle est française capétienne, en Espagne elle fut autrichienne, puis française avec l'ascension du petit-fils de Louis XIV; au royaume des Deux-Sicile, elle fut d'abord normande, puis bourbonnienne d'Espagne, de même à Parme. En Italie, elle est savoyarde; en Grèce elle est danoise; en Bulgarie elle est allemande, de même en Roumanie. En Suède elle est française; en Norvège elle est danoise. Au Mexique elle fut autrichienne. En Chine elle était souvent mongole, en Éthiopie elle est hébraïque; au Maroc elle est arabe; la dynastie égyptienne des Ptolémée était macédonienne...

Cette tradition des autorités dynastiques extérieures montre que les régimes classiques ne sont pas, à proprement parler, nationalistes.

2 - l'Homme déchu . Dans les régimes classiques, la conception de l'humain est spécifique et plutôt pessimiste. Les philosophies de l'Homme jusqu'à l'époque contemporaine, ont toujours développé une conception de l'humain comme un être déchu, un humain qui déchoit par rapport à son modèle d'origine, à son état de nature. On retrouve cette notion dans la Bible, lorsque Adama (mâle et femelle) est chassé de l'état paradisiaque et qu'il reste marqué du péché originel.

Chez les Grecs classiques, l'Homme qui participait au banquet des dieux, est enfermé dans une caverne suite à son incarnation, d'où il n'entreaperçoit le monde réel qu'à travers des ombres.

Dans la Chine où règne une culture plus tranchée, Hsün Tzu (298-238 av JC) nous dit : *La nature de l'homme est mauvaise ; sa bonté est culture acquise.*

L'origine de cette chute est à chercher dans la liberté. Cette liberté, chez les classiques, n'est pas la même que la liberté des modernes. Elle ne consiste pas à n'obéir à personne d'autre qu'à soi-même (affirmant *Ni Dieu, ni maître*), ni d'être dans la capacité d'agir à sa guise. La liberté chez les classiques consiste à n'être pas empêché de suivre sa condition humaine. Pour les classiques, effectivement, la liberté n'est pas à conquérir, il ne s'agit pas de se libérer des chaînes de l'obscurantisme, car la liberté fait partie de la condition humaine, c'est une condition du droit naturel offerte par le Créateur à l'homme raisonnable. C'est le libre arbitre qui permet à chaque humain, individuellement, de faire le bien, en suivant la règle morale naturelle, ou de faire le mal en suivant certains de ses mauvais penchants. C'est pourquoi, classiquement, l'humain n'est pas vu comme un bon sauvage dévoyé par la société, victime des injustices sociétales qui le poussent à faire le mal et qui, grâce à la Révolution moderne, va connaître un progrès moral infini. Hypothèse théorisée par Condorcet dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, publié en 1793, juste avant que la Révolution, instrument de ce progrès, ne coupe la tête de l'auteur. Cette théorie du progrès moral moderne et cumulatif est parallèle au progrès des sciences et techniques.

Non, le philosophe classique voit l'humain comme un individu responsable qui, à chaque génération, chaque jour, utilise sa liberté pour rejouer, en son for intérieur, le combat entre le bien et le mal. Ce n'est pas pour autant que l'humain est mauvais (malgré ce qu'affirme Hsün Tzu, d'une manière tranchée), mais il est marqué par une tendance à ne pas obéir aux injonction morales et par conséquent, parfois, à choisir le mal. Ce n'est pas parce que les cultures classiques ont formalisé le bien à travers leurs institutions spirituelles, que leurs membres étaient meilleurs. Simplement, ils avaient un modèle formalisé par des instances intellectuelles, théologiques, artistiques et mis en œuvre politiquement, et ils étaient rappelés à s'améliorer en toute conscience. C'est pourquoi, la vie des humains, qui est naturellement politique et où était mis en œuvre le bien commun, l'entraînait à s'améliorer individuellement. Pour cela, il a besoin d'un entraînement : c'est l'autorité.

(Les décadences des régimes classiques et leur effondrement, ont toujours été marqués par la décadence de la morale et donc des mœurs.)

3 - Autorité

Le mot autorité dérive de la racine indo-européenne "*aug*" exprimant l'idée d'augmenter, de faire croître. On la retrouve dans le grec *auxô* (augmenter), dans le latin *augere* (faire croître, augmenter, développer), *augustus* (saint, consacré, majestueux, vénérable, auguste). Le mois d'*août* du nom de l'empereur Auguste, correspond au moment de la croissance des végétaux. On retrouve le mot *auctor* (auteur, fondateur, promoteur, créateur), et cette notion dans *auctoritas*, l'autorité.

Par exemple, la phrase suivante utilise exclusivement la même racine indo-européenne "*aug*" : "Un régime de rectitude a pour but de faire régner le roi rigoureusement dans les règles."

Dans Rome, l'*auctoritas* est *moins qu'un ordre et plus qu'un conseil, c'est un conseil qu'on peut malaisément se dispenser de suivre, comme celui donné par*

l'homme de métier au profane, par le chef de parti parlementaire aux membres de son groupe. (T. Mommsen, *Le droit public romain*, trad. P.-F Girard, Paris)

C'est une forme d'injonction.

a - Ainsi, dans l'autorité, il existe l'idée d'une puissance créatrice, qui fait croître, qui fait progresser. L'autorité classique a pour finalité de faire croître les humains à travers l'exercice des **vertus**.

Confucius (vers 500 av JC, *Ta Hio* - Grande Étude) : *Depuis l'homme le plus élevé en dignité, jusqu'au plus humble et plus obscur, devoir égal pour tous : corriger et améliorer sa personne. Le perfectionnement de soi-même est la base fondamentale de tout progrès et de tout développement moral. ... Les anciens princes qui désiraient développer et remettre en lumière, dans leurs États, le principe lumineux de la raison que nous recevons du Ciel, s'attachaient auparavant à bien gouverner leurs royaumes.*

Pour Aristote (384-322 av JC) (*Éthique à Nicomaque*) : *Si donc, parmi ce qu'on peut faire, existe une fin que nous voulions pour elle-même, et si nous choisissons tout le reste en vue d'elle ... il est évident que ce peut être là le bien et même le souverain bien...*

Aristote explique que ce souverain bien est le bonheur, *car nous le choisissons toujours pour lui-même et jamais pour autre chose... il est un principe : c'est pour le bonheur que nous faisons tout le reste.*

le bonheur est une activité de l'âme conforme à la vertu parfaite... L'homme d'État authentique passe pour y consacrer l'essentiel de ses efforts : il veut faire de ses concitoyens de bons citoyens... Ainsi, l'homme d'État doit étudier l'âme... Et voilà les politiciens transformés en théologiens.

Aristote passe en revue les vertus et arrive à *la justice qui est un raccourci de toutes les vertus... Elle est parfaite, parce que celui qui la possède peut exercer la vertu aussi envers autrui et pas seulement envers lui-même... En un sens, nous appelons juste ce qui produit et conserve le bonheur .. pour la communauté politique.*

Saint Thomas d'Aquin (1225-1274) (*De Regno*) : *La fin ultime d'une multitude rassemblée en société est de vivre selon la vertu... Une vie bonne étant une vie selon la vertu, la vie vertueuse est donc la fin du rassemblement des hommes en sociétés.*

Puis, Aristote précise aussi que la paix est nécessaire pour l'exercice de la vertu : *Toutefois, si l'unité même de l'homme est l'effet de la nature, l'unité de la multitude, que l'on nomme la paix, doit être procurée par les soins du souverain.*

Trois sages-philosophes (Confucius, Aristote, Thomas d'Aquin) de culture et de tradition différentes, disent la même chose concernant la finalité du politique : vertus, paix et justice, toutes trois valeurs essentielles de la morale. Nous admettons que cette finalité politique est différente de celle des Modernes (la Liberté, l'égalité, la consommation, la dictature d'une catégorie de la société -prolétaire, bourgeois, la grandeur de la Nation, la création d'un sur-homme ... Voir la prochaine conférence).

Or, si la vertu s'exerce par les personnes à travers la communauté, la paix est procurée par l'autorité publique comme vient de le préciser Aristote. La paix entre deux personnes qui se querellent vient habituellement d'une tiers personne: par exemple du policier et du juge extérieur. L'autorité chez les Classiques, n'est pas le pouvoir des Modernes (droit humain positif et monopole de la force). En effet, l'autorité consiste à guider, à diriger les homme vers leur fin (le bonheur) en faisant augmenter leurs vertus dans le cadre du bien commun, dans un cadre pacifié garanti par l'autorité même. L'autorité fédère donc la collaboration morale de tous.

Une finalité ultime

On peut aller plus loin concernant la notion de bien commun des régimes classiques. Si les vertus, la paix et la justice sont recherchées par l'autorité (ce qui ne veut pas dire que ce soit toujours avec succès, puisque l'homme est déchu), ces valeurs ne sont pas la finalité ultime, mais uniquement une finalité intermédiaire. Effectivement, la finalité ultime est le salut des humains individuellement et collectivement. Ce en quoi, l'autorité classique est à but transcendantal : garantir un contexte matériel et moral qui permette à chacun de sauver son âme.

Le juriste Guy Augé (*Qu'est-ce que la monarchie?* 1992) : *Qu'est-ce que la monarchie, en première approximation? C'est substantiellement, ce régime qui légitime son autorité sur une transcendance, sur la primauté du spirituel.*

C'est l'une des raisons qui justifie les critiques de ceux qui, ne se sentant pas doué d'une âme, ou qui ne veulent pas l'améliorer ou qui veulent jouir sans entrave, de critiquer l'autorité classique. Ils préfèrent un pouvoir amoral ("Ne fait pas aux autres, ce que tu ne veux pas qu'on te fasse."), aussi tyrannique soit-il (comme on le verra dans la conférence 3), mais qui ne leur rappelle pas leur devoir moral ("Fais aux autres, ce que tu aimerais qu'on te fasse") beaucoup plus exigeant, car ne reposant pas sur la contrainte, mais sur la conscience.

b - L'autorité est forcément bienveillante et respectée par les personnes sur lesquelles elle s'exerce. (un parent qui ne serait pas bienveillant vis-à-vis de ses enfants, perdrait son autorité, et ne serait plus respectée). Si l'autorité n'est pas bienveillante, elle est une tyrannie.

Hannah Arendt, (*La crise de la culture*, 1954, p.140) nous explique : *L'autorité implique une obéissance dans laquelle les hommes gardent leur liberté.* Il s'agit de cette liberté qui est naturelle à la condition humaine, le libre arbitre, notre conscience.

Inversement, le sociologue Augustin Cochin (1876-1916) (*La Révolution et la libre-pensée*, 1924), nous confirme : *Le pouvoir sans autorité, c'est-à-dire l'obéissance sans respect, c'est la définition même de l'oppression morale*, et donc de la misère morale qui atteint l'Homme moderne.

Voltaire (*Le Siècle de Louis XIV*) justifie : *Un roi absolu ... ne peut vouloir que la grandeur et la prospérité de son État, parce qu'elle est la sienne propre, parce que tout père de famille veut le bien de sa maison. Il peut se tromper sur le choix des moyens, mais il n'est pas dans la nature qu'il veuille le mal de son royaume.*

c - Une autorité souveraine. Classiquement, l'autorité est perçue comme étant souveraine, c'est-à-dire suprême. Dans le domaine politique : paix et justice, l'autorité est souveraine car elle est le dernier recours. Sa décision ne doit pas faire débat au risque de perturber la paix. Elle est souveraine car non divisée, aucune autre instance ne pouvant contredire la décision finale, car une autorité divisée n'est plus une autorité. En France, on disait que le roi était empereur en son royaume.

d - Dans certains cas l'autorité est absolue, comme pour la France du XVI^e-XVII^e siècle. Absolue vient de *ab* -sans, et *solution* -lien : un pouvoir sans lien (on retrouve le terme du sacrement de *l'absolution* : délier des péchés). Un pouvoir absolu n'est pas lié à un groupe de pression, mais où l'autorité prend une décision souveraine, sans lien ni pression. L'inverse des pouvoirs modernes où toute décision est liée à un groupe de pression : parti politique, lobby économique ou financier, classe sociale, sondages, média, groupe de pression secret, majorité de députés au Parlement...

e - Une autorité limitée.

Hannah Arendt : *La source de l'autorité dans un gouvernement autoritaire est toujours une force extérieure et supérieure au pouvoir qui est le sien ; c'est toujours de cette source, de cette force extérieure qui transcende le domaine politique, que les autorités tirent leur autorité, c'est-à-dire leur légitimité, et celle-ci peut borner leur pouvoir.* (p.129)

C'est précisément l'hétéronomie qui fournit les limites du pouvoir des autorités classiques. L'inspiration morale et/ou divine des lois qui est d'une origine supérieure et in-transgressible, pose les bornes de l'autorité et de ses possibilités d'action, garantissant la sécurité physique et morale des membres de la société classique, puisque l'autorité doit être la première à respecter les vertus qu'elle impose. (Sauf si cette autorité suit les conseils de Machiavel, mais dans ce cas là, elle est moderne.)

En Chine, depuis l'antiquité, tout comme chez les Grecs, Tchoû-Hî, disciple de Confucius cite un ancien texte le Khang-kaio : *Le mandat du Ciel qui donne la souveraineté à un homme, ne la lui confère pas pour toujours*, et il commente en précisant : en pratiquant le bien et la justice, on l'obtient; en pratiquant le mal et l'injustice, on le perd.

Par ailleurs, toute autorité aussi souveraine et absolue soit-elle, est limitée aussi par les institutions. Car les institutions existent toujours, ne serait-ce que pour définir le mode de fonctionnement de cette autorité, et il n'est pas possible de les bousculer au risque de bousculer l'autorité elle-même. Ces institutions étant stables, gages de la stabilité de l'autorité, et ayant fait leurs preuves dans le temps, elles sont l'expression politique du droit naturel, ce qui leur donne le caractère légitime. C'est par ses institutions qu'une autorité souveraine est dite tempérée. Ainsi, l'autorité n'est pas arbitraire, puisque assujettie à la loi divine, à la loi naturelle, aux coutumes pré-existantes et aux institutions qui encadrent le pouvoir de l'autorité. Un pouvoir souverain et absolu est donc limité, comme l'illustre la situation des rois de France qui ne peuvent prendre leurs décisions qu'en leurs conseils ; décisions encadrées par l'autorité morale, décisions vérifiées par les parlements locaux qui s'assurent de sa conformité par rapport aux coutumes, il s'agit là de quatre niveaux de contrôles et limites. (Dans la 4^e conférence nous verrons en détails plus d'institutions.)

Les institutions de Conseils, typiques des régimes classiques, proposent donc des conseils à la direction, alors que dans les régimes modernes d'opposition, l'autorité est combattue ou contrôlée par une autre autorité ou par une opposition.

Par ses structures même, la monarchie exclut tout ce qui peut ressembler à la tyrannie. Le pouvoir des tyrans est incapable de durer. Le tyran qui est sans caractère sacré a d'autant plus besoin de tyrannie en s'identifiant à la masse, en flattant, en conquérant (C'est toute la problématique de la dynastie des Bonaparte et des partis fascistes que de pouvoir se maintenir qu'à travers la conquête permanente). Paradoxalement, la légitimité du tyran est la terre à conquérir, celle du roi est le ciel.

f - Une autorité dépersonnalisée

Le pouvoir d'un dirigeant classique a quelque chose d'impersonnel car il est chargé d'appliquer des normes qu'il n'a pas établies. C'est cette dépersonnalisation qui est à l'origine de la notion d'État. Lorsque l'autorité intègre au mieux la notion de bien commun, le monarque ne remplit plus qu'une fonction, il devient le premier serviteur de l'État. (Nous développerons ce propos dans la 4^e conférence.)

Ainsi, le régime classique est autoritaire, et c'est parce que le régime classique est autoritaire qu'il n'est pas totalitaire. Cette différence est probablement la plus importante

entre le fonctionnement des deux types de régimes : l'un fonctionne sur l'autorité comme nous venons de la définir, l'autre repose sur le pouvoir exerçant son monopole violent sur la totalité des aspects de la société, comme nous le développerons dans la 3e conférence. Relevons que là réside le problème du régime classique pour un moderne qui n'admet aucune autorité, ni divine, ni naturelle, ni morale, ni politique, ni sociale, et qui ambitionne d'être son propre maître.

4 - Analogie organique

Dans les régimes classiques, il existe une analogie parlante et usuelle qui est celle du corps social vu comme un corps humain. Ce dernier est composé de divers organes qui fonctionnent séparément, mais en symbiose. Ils sont tous différents, hiérarchisés mais nécessaires. Les organes internes fonctionnent d'une manière indépendante représentant les communautés composant la société, mais reliés les uns aux autres d'une façon vivante. La tête est le gouvernement qui initie l'action autoritairement et qui prend les décisions pour l'intérêt général du corps : sa santé et son bonheur. Dans cette analogie, on constate que les organes du corps ne dictent pas leur volonté à la tête. C'est à l'autorité de décider des actions, éventuellement en tenant compte de l'état de ses organes, au risque de voir certains tomber en panne. Il s'agit donc d'un corps vivant et non d'un corps social zombifié par l'État organique moderne.

Louis XIV dans *Mémoires pour l'instruction du Dauphin*, 1661 : *Car enfin, mon fils, nous devons considérer le bien de nos sujets bien plus que le nôtre. Il semble qu'ils fassent une partie de nous, puisque nous sommes la tête d'un corps dont ils sont les membres.*

Cette analogie qui exprime si bien le mode de fonctionnement des régimes classiques montre les limites démocratiques de l'être social d'Ancien Régime. Autant les organes vitaux prennent leurs décisions sans ordre ni autorisation de la tête (l'estomac, le cœur, le foie, la rate, les défenses immunitaires ont leur propre cerveau), autant ces organes ne dictent pas leurs désirs à la tête, sauf à se mettre en grève (en tombant malade) au cas où la tête aurait pris des décisions irréalistes, aberrantes ou injustes.

Les Communautés. Avant d'être une société, c'est à dire un ensemble humain moderne massifié, unifié et dont les comportements sont étudiés et provoqués par un gouvernement, les États étaient composés de communautés. Issus des communautés rurales du Néolithique, familles larges d'une vingtaine de personnes à une cinquantaine (comme chez les Bochimans d'Afrique), Ces communautés étaient probablement héritières des communautés de chasseurs-cueilleurs du Paléolithique. Elles ont donné les communautés agricoles du Moyen-Age qui ont parfois subsisté jusqu'au XVII^e siècles (les *frérèches*, les *comparseries*). À partir du Haut Moyen Âges, les communautés se sont différenciées en divers groupes à finalité spécifique : famille large exploitant en indivision une terre, dynasties féodales, dynasties bourgeoises, confréries religieuses pour le culte d'un saint local ou pour s'assurer d'un enterrement, fabriques d'une paroisse pour la construction et l'entretien d'une église, communautés monastiques, corporations artisanales des bourgs, guildes de marchands, compagnies d'officiers, syndicats de gestion de l'eau d'arrosage, communautés politiques des villages (syndics ruraux) et des villes (consulats urbains) pour l'entretien des routes, murailles, fontaines, écoles..., ordres des avocats (la basoche), des médecins, de l'université, académies littéraires... Toutes ces communautés se sont dotées de statuts et règlements avec pouvoir de sanction, d'une manière indépendante sans en référer à l'autorité gouvernementale supérieure, parfois même, elles préexistent au gouvernement. Elles ont des lois (les coutumes appelées aussi privilèges), des langues, des traditions différentes.

Toutes ces communautés forment les corps intermédiaires entre les individus (qui n'existent pas en tant qu'êtres publics) et le politique qui gère le bien commun supérieur. Ces corps intermédiaires sont d'organisation spontanée, liés au réel et à la nécessité d'organiser la vie bonne. Les corps intermédiaires forment véritablement les rouages de la société. Dans les temps anciens, la notion de bien commun se mettait en place dans ces corps intermédiaires qui relevaient de l'espace "privé". Seul les corps intermédiaires étaient susceptibles de mettre en œuvre des règlements positifs, définissant d'une manière technique ce qu'il y avait à faire (comme dans les corporations de métiers, où la qualité du travail était définie, les prix fixés sans possibilité de concurrence...). Il n'y avait pas une société, mais des sociétés petites, où la courbe statistique massifiée n'écrasait pas les personnalités, le domaine public se réservant les droits régaliens : l'armée et les relations extérieures, la morale et son expression à travers la justice, puis la monnaie.

Ces communautés se sont constituées naturellement, elles ont traversé les générations. D'autre part, elle se sont organisées en tenant compte des nécessités en vue d'une vie commune bonne. On peut donc considérer qu'elles sont l'expression politique du droit naturel, notamment parce que leur organisation s'est mise en place progressivement, répondant à des nécessités, et que le temps a légitimé leur fonctionnement juste. Leur fonctionnement n'est jamais sorti de la tête d'un penseur ou d'un contrat social. Le fonctionnement des communautés composant la société et par conséquent l'ensemble du fonctionnement sociétal, repose d'abord sur l'usage qui, après avoir fait les preuves de son efficacité, se transforme en droit coutumier : c'est la jurisprudence, ce qu'on appelle la tradition, c'est-à-dire le prolongement de ce qui a fonctionné, et ceci quelle que soit la forme des régimes politiques classiques.

Le respect que l'autorité étatique a montré pour le fonctionnement traditionnel des communautés est la marque des régimes classiques. On pourrait y voir l'expression du manque de moyens pour la mise en place d'une bureaucratie efficace et centralisatrice. Plus sérieusement, c'est parce que ce type de fonctionnement sociétal libre incarne concrètement le droit naturel en vue du bien commun, que les régimes classiques le respectèrent. On appelle ce mode de fonctionnement délocalisé d'expression démocratique, la **subsidiarité**. La subsidiarité est la prise de décision et son application au niveau politique le plus près de l'action, par les personnes concernées. Il s'agit d'une démocratie locale et souveraine. L'échelon inférieur ne s'en remet à l'échelon supérieur que lorsque la décision à prendre dépasse sa compétence. Gérer les rivières relève du local, prendre des décisions pour gérer les crues des fleuves relève du provincial ou du national. Décider à quel âge un enfant doit être scolarisé relève du familial et non du domaine étatique, l'État ne pouvant que fixer un cadre, rappelant aux parents que l'éducation est un devoir parental qui relève du droit naturel, éducation qui naturellement ne relève que de la famille.

Aristote, dans *Les Politiques*, est à l'origine de la notion de subsidiarité (ascendante) lorsqu'il décrit une société organique, la Cité, au sein de laquelle s'emboîtent hiérarchiquement des groupes : familles-villages-cités, chacun de ces groupes essayant d'être auto-suffisant. Tout échelon supérieur s'interdit de réaliser lui-même ce qu'un échelon inférieur peut faire seul. C'est en somme la recherche du niveau hiérarchique pertinent où doit être conçue une action publique.

Dans son encyclique *Quadragesimo anno* (1931), Pie XI définit le principe de subsidiarité comme un principe important de la doctrine sociale de l'Église : « *De même qu'on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs*

propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une communauté plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. L'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social, et non pas de les détruire ni de les absorber. » Ainsi, les autorités supérieures doivent-elles se mettre en attitude d'aide (*subsidium*), de soutien, de promotion, de développement par rapport aux corps sociaux inférieurs. C'est, je vous le rappelle, le propre de l'autorité.

L'article 5a de la Constitution de la Confédération helvétique précise :
« *L'attribution et l'accomplissement des tâches étatiques se fondent sur le principe de subsidiarité.* »

5 - Une société d'ordre. Cette société de communautés où règne la subsidiarité, sous un aspect de démocratie directe, n'est pas pour autant une société utopique de Bisounours. Effectivement, il n'y a que l'apparence de démocratie, car nulle part, la société, ou si vous préférez, la nation n'est constituée en corps social, avec une participation au système décisionnel. En France, le roi seul était le corps de la nation, et ainsi, dans les régimes classiques, l'autorité seule est le corps de la nation qui représente l'intérêt collectif, le bien commun des différents peuples et différentes classes sociales. Dans la vision classique, ce n'est pas la société qui s'auto-gère, mais des corps constitués suivant leur spécialité. Effectivement, on considère qu'un charpentier qui possède une maîtrise peut participer aux décisions de son corps de métier, car, par son expérience concrète, il en est expert. Mais ce même charpentier est considéré comme n'ayant aucune compétence pour gérer l'ensemble des questions politiques de son pays. Ainsi, chacun dans sa spécialité agit au sein de son ordre, et cet ordre participe à la gestion des affaires publiques dans son domaine de compétence.

Ainsi, la société classique est une société d'ordre. Ce mot est à prendre à deux niveaux. Tout d'abord, c'est une société qui s'inscrit dans l'ordre cosmique, comme nous l'avons vu à travers son hétéronomie.

Platon, (*République*, IX,592c) : *Il y a peut-être un modèle dans le ciel pour qui veut le contempler et régler sur lui son gouvernement.*

Or, le cosmos est un univers qui, à l'échelle humaine, semble organisé en un tout hiérarchisé et immuable, où lorsqu'il y a mouvement, ce dernier est répétitif, s'inscrivant dans un tout supérieur. Ainsi doit-il en être de la société qui n'a pas pour but la recherche du changement et la quête du progrès, mais au contraire, recherche la perpétuation du même.

D'Aguesseau chancelier (de 1717 à 1750), qui était pourtant lui-même un réformateur, proclamait : *Tout changement est dangereux!*

Cet ordre social s'exprime par la hiérarchie, reflet de la hiérarchie stellaire. On l'a vu, l'autorité trône entourée d'une cour, comme Dieu, ou le soleil, trône souverainement dans le ciel entouré d'une cour de planètes et d'entités célestes. Chacun est à sa place dans la société, comme dans le ciel et doit tenir sa place. Ainsi, les gens naissent et restent à leur place, prolongeant l'état et le statut de leurs parents, tel Molière qui œuvra, à la suite de son père, comme tapissier du roi. Les individus se définissent avant tout par leur statut (laboureur, artisan, commerçant, marchand, militaire, ecclésiastique ...). Le statut est une protection sociale dans le sens où l'enfant a au moins une place sociale réservée, mais le statut n'est pas une caste étanche : vous pouvez abandonner votre statut. Cette vision cosmique permet-elle aussi, d'envisager l'existence de personnages talentueux qui comme des étoiles filantes et des comètes venant de loin, traversent

toutes les strates hiérarchiques pour venir briller dans le ciel. Tel Lully venu d'un village italien pour aboutir musicien royal auprès du Roi-Soleil.

H. Arendt, (*Qu'est-ce que l'autorité ?* in *La Crise de la culture*, 1954) : *Face à l'ordre égalitaire de la persuasion, se tient l'ordre autoritaire, qui est toujours hiérarchique*.

En effet, par la subsidiarité, les strates de compétences ascendantes de la base au sommet et par l'autorité descendante du sommet à la base, la société classique s'organise hiérarchiquement.

Condamnation des régimes classiques

Bien entendu ce modèle d'ordre sociétal, beau peut-être, comme un ciel étoilé, et qui peut en avoir l'apparence statique, n'est pas toujours du goût des personnalités fortes, indépendantes et ambitieuses. Par ailleurs, les systèmes autoritaires, ont tendance à rappeler à l'ordre les individus, exactement comme l'autorité des parents, naturellement, remet dans l'ordre (dans le droit chemin), les enfants qu'elle éduque ("Fais pas ci, fais pas ça, tiens toi droit, mange ta soupe"). Est-ce à dire que le système autoritaire infantilise les membres de la société ? Certains le pensent tels par exemple, les Libertins de la Régence au début du XVIII^e siècle, les Philosophes de la seconde moitié du XVIII^e siècle, Les quarante-huitards qui se plaignaient de la morale chrétienne au XIX^e siècle, les soixante-huitards qui se plaignaient de la contrainte de l'autorité d'après-guerre. L'indépendant, ou l'être autonome n'aime pas qu'on lui rappelle la morale limitative.

Mais plus probablement, c'est du fait que les régimes classiques n'infantilisent pas assez les individus, ne les prenant pas suffisamment en charge et leur rappelant trop l'enjeu de leur choix moraux, qu'ils furent finalement rejetés par les individus modernes agrégés en société qui préfèrent marcher au pas comme dans un camp de komsomols, de hitlerjungend ou dans un Disneyland, même si le prix d'entrée de ces colonies de vacances égalitaires est d'accepter le pouvoir contraignant.

Conclusion

Ainsi donc, durant des millénaires sur l'étendue de la Terre où se développèrent des sociétés organisées, les régimes politiques classiques ont utilisé les principes du droit naturel pour offrir un cadre d'épanouissement aux citoyens. Ce cadre reposait sur une autorité justifiée par une puissance extérieure et supérieure à elle-même : la nature et le divin. La légitimité de cette autorité était proportionnelle à sa capacité de mettre en œuvre une politique de justice et de développement des vertus dans l'intérêt du bien commun et du salut transcendantal de chaque individu.

L'individu, de l'égotisme orgueilleux et de l'hédonisme ne pouvaient continuer à tolérer de tels principes politiques qui imposaient à chacun plus de devoirs qu'ils ne défendaient de droits, et où la liberté était principalement celle du choix moral de la conscience.

C'est pourquoi, au XIX et XX^e siècles, l'ensemble des régimes classiques firent place, de gré ou de force, au régime moderne dont nous étudierons la structure au prochain épisode.